

**Le problème  
des réfugiés**

Avant de terminer, j'aimerais aborder un autre aspect du conflit militaire qui touche directement nombre de pays en développement. Il s'agit du tragique phénomène des millions de réfugiés qui ont envahi les pays en développement ces dernières années à la suite de conflits armés. Les nations qui ont dû supporter le fardeau de ces mouvements massifs de populations ont presque toujours été des pays en développement, c'est-à-dire des pays dont les économies précaires sont tout au mieux marginales et qui peuvent difficilement se permettre de supporter un accroissement de population. Selon les données actuelles, il y aurait quelque 10 millions de réfugiés dans le monde. Et ce nombre s'accroît au rythme de 3 000 personnes par jour depuis les trois dernières années.

Ce phénomène est des plus critiques dans la corne de l'Afrique, au Pakistan et en Asie du Sud-Est. Par exemple, il y a actuellement en Somalie quelque 800 000 réfugiés vivant dans des camps, et à peu près le même nombre vivant à l'extérieur des camps. Et on nous dit que la situation se détériore constamment. Bien qu'il ait reçu une aide alimentaire internationale d'urgence, le gouvernement somalien a dû prélever d'importantes ressources sur ses propres stocks alimentaires pour couvrir le déficit. Pour la Somalie, l'un des 25 pays les plus pauvres au monde, cela a supposé une dépense de plus de \$40 millions en aide alimentaire — soit un détournement de maigres ressources en capital et en main-d'oeuvre qui, dans d'autres circonstances, auraient pu être affectées au développement.

En terminant, j'aimerais dire un mot du rôle que nous pouvons jouer, en tant que parlementaires, pour faire reconnaître l'urgence de ces réalités dans notre monde contemporain. Les problèmes de désarmement nous sont connus depuis plusieurs décennies mais la forme du nouvel ordre économique a émergé plus récemment. Toutefois, la prise de conscience de nos difficultés ne nous a pas nécessairement rapprochés de leur solution. Et cet échec risque d'en porter plusieurs au découragement, au désespoir et au cynisme. En dernière analyse, c'est peut-être là le principal obstacle à une action efficace.

A titre de législateurs, nous pouvons jouer un rôle de catalyseurs en persistant dans notre recherche d'un monde plus juste et plus sûr. Et comme politiciens, nous pouvons fournir le leadership devenu si nécessaire pour sensibiliser nos populations à la nécessité de persévérer pour changer les vieux schémas et faire naître de nouvelles perceptions de l'humanité dans un monde interdépendant. Nous devons rejeter l'idée qu'il est naïf de rechercher le désarmement dans un monde dont l'existence est menacée par les arsenaux des deux superpuissances. De même, nous devons aider nos populations à comprendre qu'il est impératif de chercher à rétrécir le fossé qui sépare les très riches et les très pauvres.

Il y a quelques semaines, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les questions Nord-Sud, je m'engageais à mener une campagne pour sensibiliser la population canadienne à la nécessité d'adopter de nouvelles approches de l'aide et du développement. Je l'ai fait parce que je crois que des initiatives de ce genre peuvent faire beaucoup pour amener le système parlementaire à s'occuper des nombreuses difficultés qui résultent des changements à de nombreux aspects de l'activité internationale. J'aimerais que d'autres puissent s'engager de même envers leurs